

**Le Pentagone a notifié au Congrès la possible vente de 16 drones Reaper à la France pour 1,5 milliard de dollars. « Une borne haute non engageante », indique-t-on dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian.**



Drone Reaper au Salon du Bourget. Crédit : Stéphane Gaudin

Surprise : alors que le livre blanc de la défense a fixé à 12 le nombre de drones d'observation dont l'armée doit disposer à terme, la demande officielle de la France aux Etats-Unis pour acheter des Reaper à General Atomics porte sur... 16 exemplaires. Si l'on ajoute les stations au sol, la formation ou encore les pièces détachées, **la facture atteint 1,5 milliard de dollars, là encore bien plus que le chiffre avancé jusque-là.**

C'est ce qui ressort de la notification du Pentagone au Congrès , en application directe de la procédure dite *Foreign military sales*) qui veut que les parlementaires américains doivent donner leur feu vert à toute vente d'armement à un pays étranger.

Renseignements pris dans l'entourage du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, on assure qu'il n'y a pas de changement. Avec le « FMS », le Pentagone notifie un nombre maximal d'exemplaires de l'équipement en question, et donc la fourchette haute de prix qui en découle. Sans que cela soit définitif. « *On a pas le choix, c'est comme cela, et ça n'engage en rien* », assure-t-on.

On en reste donc au plan A qui prévoit que la France achète rapidement deux drones Reaper MQ-9 identique à ceux qui servent dans l'armée américaine. Cela pour les envoyer rapidement traquer les rebelles dans le Sahel. La deuxième étape consiste à négocier l'achat et la possibilité de modifier 10 exemplaires supplémentaires (au maximum si la cible du livre blanc est respectée).

La modification doit porter notamment sur l'ajout d'équipements permettant aux aéronefs de voler dans l'espace aérien français. Si cette « francisation » s'avérait impossible où trop coûteuse, le ministère de la Défense négocie en parallèle avec l'israélien IAI.

Pour tenter de contrer ce qu'ils considèrent comme une menace grave pour la souveraineté industrielle de l'Europe, Dassault, EADS et Finmeccanica ont profité du Bourget pour affirmer qu'ils étaient prêts à concevoir un drone en commun si plusieurs Etats leur passent commande. On en prend pas vraiment le chemin...

**Alain Ruello**

**Source du texte : [LES ECHOS](#)**